



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 21 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Aperam Stainless France

4 Place des Forges
71130 Gueugnon

Références : CL/CL/2024/M_80
Code AIOT : 0005401144

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement Aperam Stainless France implanté à Gueugnon (71130). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La connaissance de chaque séquence d'accident, incident ou presque accident est précieuse pour alimenter le retour d'expérience, qui est un des leviers d'amélioration continue de la sécurité, en permettant d'identifier des besoins d'évolution de la réglementation, ou en sensibilisant les exploitants par la diffusion d'analyses identifiant des bonnes pratiques (synthèses du BARPI par exemple).

La conduite de ce travail d'identification des causes des événements doit être une priorité des exploitants ; les données de l'inventaire 2021 des incidents et accidents montrent que, si le taux de connaissance des perturbations à l'origine des accidents atteint 90 % dans les établissements Seveso (contre 70 % toutes ICPE confondues), le taux de connaissance des causes profondes est, quant à lui, de 39 % dans les établissements Seveso (contre 33 % pour toutes les ICPE confondues). Ces chiffres montrent qu'une progression est encore nécessaire dans ce domaine. Le Gouvernement a donc proposé de cibler une partie des inspections SGS de l'année 2023 sur cette thématique. L'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Raison sociale : Aperam Stainless France
Adresse : 4 Place des Forges 71130 Gueugnon
Code AIOT : 0005401144

Régime : Autorisation
Statut Seveso : seuil haut
IED : Oui

L'usine de Gueugnon est spécialisée dans la production de laminés à froid en aciers inoxydables destinés aux marchés européens et hors européens à partir des coils noirs fournis par Aperam Stainless Belgium.

Les activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui sont exercées à Gueugnon sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du n° 07-02759 du 17 juillet 2007.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Système de gestion de la sécurité : accidentologie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	30 j
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (point 5)	30 j
4	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement du 14/11/2023, article R.512-69	30 j

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système mis en place par Aperam portant spécifiquement sur la gestion du retour d'expérience des événements est globalement satisfaisant. L'inspection n'a en effet pas décelé de dysfonctionnement grave. Elle constate cependant que les événements identifiés par le service incendie ne sont pas nécessairement tous traités ni enregistrés par le service H3SE.

2-4) Fiches de constats

(pages suivantes)

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité (SGS) applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le SGS est inclus dans le système dit de maîtrise des risques industriels. Ce système est décrit dans un manuel référencé UAG-HSE-34-MAQ-MRI 01. La version consultée en séance porte l'indice n° 6 (édition du 03/11/2020). La gestion des presque accidents ou des incidents y est évoquée chapitre 4.5 (Vérification et contrôles).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : 1.- Description du processus Aperam consacre le terme « accident » au domaine de la santé et la sécurité du personnel. L'exploitant emploie le terme « incident » pour couvrir les événements tel que l'entend l'arrêté ministériel du 26/05/2014 : une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation, entraînant, pour les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement, des conséquences graves, immédiates ou différées, et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou des mélanges dangereux. Le terme « incident » englobe les accidents évités de justesse, les erreurs rattrapées ou les presque accidents. Le mode de détection d'un incident et son enregistrement sont définis dans l'instruction référencée UAG-HSE-I-34-CGSU-CO-04. Ce document, que tout le monde peut renseigner, explique comment renseigner les formulaires destinés à la remontée des événements. Les événements sont ensuite traités par le service H3SE et enregistrés dans un fichier de suivi de type tableur qui devrait évoluer dans les prochains mois avec la mise en place d'un logiciel dédié partagé avec toutes les entités du groupe. En outre, tous les matins, une revue des événements éventuellement survenus la veille est organisée par le service H3SE. Le suivi des plans d'actions tirées de ces incidents est assuré et enregistré dans un fichier : « Formulaire MRI suivi ADC de 2017-2023 ». 2.- Examen des enregistrements Pour s'assurer de la bonne santé du système, l'inspection a choisi deux événements qui se sont déroulés en 2022 : l'incident HF du 30/08/2022 et l'incident H2O2 du 26/08/2022.

<p>Il en ressort que l'incident H202 du 26/08/2023 a globalement bien suivi les canaux du système décrit ci-dessus. Cependant, il n'en va pas de même pour l'incident HF du 30/08/2022 : l'alarme de détection HF ayant été reçue par les pompiers du site, et ceux-là n'étant pas tenus d'appliquer le processus de notification du SGS, ce dernier n'a pas été activé. On ajoutera que le plan d'action issu de cet évènement, qui existe, n'est pas identifié dans le fichier dédié.</p>
<p>Observations : Ce système appelle deux observations de la part de l'inspection : 1.- Le SGS ne mentionne pas la réalisation des revues matinales durant lesquelles sont présentés les évènements survenus la veille ; 2.- Les pompiers du groupe ne participe pas formellement à la remontée des évènements via le processus décrit ci-dessus. De sorte que le signalement de l'incident du 30/08/2023 impliquant du HF n'a pas été immédiatement porté à la connaissance du service H3SE. Il conviendrait de modifier l'organisation pour corriger cette carence (non conformité).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (point 5)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR</p>
<p>Prescription contrôlée : 5.- Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p>Constats : La gestion des défaillances des mesures de maîtrise des risques sont abordées dans deux procédures : - le manuel maîtrise des risques industriels (UAG-HSE-34-MAQ-MRI-01) ; - la gestion des mesures de maîtrise des risques instrumentées (UAG-HSE-34-P-MRI-50).</p> <p>Ces deux procédures n'appellent pas de remarques particulières. Cependant, si les MMRI sont correctement considérées, le SGS ne fait pas référence au reste des MMR, celles qui ne sont pas instrumentées. On rappellera ici qu'une MMRI est une MMR constituée par une chaîne de traitement comprenant une prise d'information (capteur, détecteur...), un système de traitement (automate, calculateur, relais...) et une action (actionneur avec ou sans intervention d'un opérateur).</p>
<p>Demande de complément : L'exploitant confirmera que ses MMRI constituent l'ensemble de ses MMR. Dans le cas négatif, il en communiquera la liste à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : L'exploitant hiérarchise les événements selon leur gravité et emploie pour cela une grille de cotation interne compatible avec l'échelle européenne des accidents industriels officialisée en février 1994 pour l'application de la directive SEVESO. Demande de complément : L'exploitant précisera à quel niveau de gravité, dont l'échelle s'étend de 1 à 5, il est tenu de prévenir les services de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : L'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité est réalisée à l'occasion de chaque revue de direction annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite